

Une industrie en pleine expansion

Françoÿ Roberge

Volume 4, numéro 3, novembre 1985

L'essor de l'industrie des congrès

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080787ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080787ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roberge, F. (1985). Une industrie en pleine expansion. *Téoros*, 4(3), 9–11.
<https://doi.org/10.7202/1080787ar>

Une industrie en pleine expansion

par Françoise Roberge*

On estime généralement la masse des congrès internationaux, surtout dans les pays non communistes, — donc où cette activité revêt une forme sociale plus variée et entraîne des dépenses substantielles — à 50 milliards \$ par année.

De ce total, le marché américain retient près de 50% des dépenses affectées à des activités de groupes professionnels et sociaux, et le Canada représente un marché d'un peu plus de 2 milliards \$ pour les congrès et colloques de niveaux régional, national et international. L'activité reliée au tourisme "professionnel" est donc légèrement moins importante au Canada qu'aux États-Unis dans le secteur des congrès. La principale explication habituellement fournie est que les États-Unis possèdent de nombreuses destinations à fort ensoleillement et récoltent donc presque toute l'activité nord-américaine de congrès de "motivation" ou d'incitation: congrès annuels des vendeurs de linoléums (le congrès Congoléum se déroule généralement l'hiver dans le sud et regroupe jusqu'à 3000 personnes, ceux de Kraft ou de General Food regroupent jusqu'à 8000 personnes à proximité des plages), congrès de concessionnaires automobiles, de représentants en biens d'équipement et appareils électro-ménagers etc.

La richesse des États-Unis en destinations soleil n'entraîne cependant pas une distorsion proportionnelle au nombre de congressistes "touchés par cette activité".

En effet, les congrès de motivation de grande taille ne sont pas considérés comme les plus "payants" en termes de retombées. Du moins en retombées immédiates.

Les congrès les plus payants, dans la hiérarchie, sont les congrès de 2 500 personnes et moins regroupant des professionnels à haut revenu ou des cadres supérieurs d'entreprise dont les frais élevés sont considérés comme des "perks" ou des éléments de rémunérations parallèle.

Les congrès de "riches" entraînent des dépenses par individu qui atteignent 600\$

par jour. Les congrès nationaux (au Canada par exemple) entraînent des dépenses de 125\$ à 150\$ par jour à l'exclusion du titre de transport principal.

Les congrès régionaux occasionnent, eux, des dépenses oscillant entre 100\$ et 110\$ par jour par participant. En outre, plus les distances sont grandes, plus les congressistes ont tendance à voyager en couple et à prolonger leur séjour.

Les congrès ayant les retombées les moins importantes par capita sont ceux des organismes sociaux comme les "Lions" ou les "Shriners", dans la mesure où ils revêtent un caractère social et familial qui réduit les dépenses somptuaires de bon nombre de participants. Les congrès à caractère religieux sont encore moins intéressants, per capita, à cause de la concentration des dépenses au sein d'un réseau parallèle organisé spécialement pour les fins du congrès.

En revanche, le nombre de congressistes dans des manifestations à caractère social et religieux, non professionnel, compense pour la frugalité des dépenses moyennes per capita.

Par exemple, les congrès des Témoins de Jéhovah à Montréal entraînent souvent des dépenses per capita inférieures à 75\$ par jour; en revanche, le nombre de congressistes atteint régulièrement plus de 25 000 participants et jusqu'à 75 000.

Les retombées de congrès de ce type sont, en outre, plus facilement comptabilisées par l'addition des achats de biens et services contractés auprès de maisons d'affaires locales. Toutes les régions du monde sensibilisées à l'activité touristique de groupe recherchent cependant ces occasions, comme des "ventes Tupperware", leur permettant de faire la promotion de leur potentiel touristique en vue d'attirer par la suite la clientèle des congressistes lors de voyages individuels.

Négligeons ici les statistiques sur lesquelles s'appuient habituellement les analystes de l'activité de congrès et colloques au Québec. Ces statistiques sont générale-

ment partielles ou désuètes. L'ensemble des activités associées aux congrès et aux réunions d'affaires au Québec en 1985 peut être évalué à plus de 500 millions \$.

Un tour d'horizon des prévisions des villes structurées pour l'accueil de congrès et, essentiellement, des villes disposant d'un centre de congrès ou d'un "palais" de congrès permet d'emblée de localiser des retombées prévues de 230 millions \$ pour 1985 et 300 millions \$ pour 1986, et ce, à partir des listes de réservations fermes pour des activités de congrès en mars 1985.

Les retombées

Il est très facile d'extrapoler à partir de ces prévisions (quoique le concept de "retombées" soit couramment mis en question par des analystes et des économistes) et d'évaluer à plus d'un demi-milliard de dollars l'activité générée par les congrès au Québec.

Le Palais des congrès de Montréal génère des retombées de plus de 80 millions \$ en 1985, mais il n'accueille que des congrès de grande taille, du moins en général. Les seuls hôtels de la région montréalaise, de même que les centres hôteliers voués aux congrès de petite taille à Ville de Laval, dans les Laurentides montréalaises; et en banlieue sud de Montréal (Île Charron, Richelieu, etc.) peuvent revendiquer des retombés comparables.

En plus de Montréal et Québec, au moins une quinzaine de villes québécoises font aussi une promotion intégrée comme lieux de congrès régionaux. Une dizaine de villes furent recensées pour obtenir une prévision de 230 millions \$ en retombées pour 1985 et ces données concernent presque exclusivement les "centres de congrès" (c'est à dire ici des palais de congrès ou des centres hôteliers spécialisés dans ce domaine).

Plusieurs villes misent sur des institutions d'éducation, universités et cégeps, pour mener un lobbying efficace auprès des organismes internationaux au sein desquels militent leurs professionnels.

Et finalement, on trouve nombre de centres de villégiature également fort bien

* Françoise Roberge est journaliste au journal *Finance*.

organisés pour des réunions de taille modeste et qui parviennent à développer une clientèle à tout le moins nationale. (N.D.L.R. voir l'article de Sylvie Lafleur sur les types de destinations congrès).

On peut donc estimer qu'en 1985, le Québec recueillera pour plus de 500 millions \$ de retombées de congrès et autres réunions d'affaires, soit le quart des dépenses estimées pour l'ensemble du Canada. Cette proportion semble représenter une progression très acceptable sur les estimations de 1980.

En outre, les prévisions optimistes des centres de congrès permettent de croire que 1986 représentera une année exceptionnelle pour l'ensemble du Québec. Les prévisions tendent à dégager un facteur de croissance des retombées de plus de 18%, soit bien plus que le pourcentage estimé de la croissance du marché canadien en 1986.

Les seules explications qui permettent d'expliquer ce "rattrapage" que devraient indiquer plus formellement les statistiques... dans deux ans, sont que le Québec a finalement réussi à organiser sa structure d'accueil pour l'activité de congrès, complètement nécessaire du tourisme culturel et du tourisme de loisir.

Et il apparaît à l'évidence qu'il y a 10 ans, le Québec ne disposait d'à peu près aucune infrastructure organisée pour accroître sa participation à l'industrie internationale et nationale des congrès, et que sans un effort comportant des investissements substantiels, il ne serait pas en mesure, en 1985, de concurrencer les 140 "palais de congrès" de première classe à l'échelle internationale, ni les quelques 10 000 offices de congrès qui pullulent sur ce marché "sophistiqué".

En moins de dix ans, le Québec a appris l'ABC de "l'industrie du congrès" (même si quelques pionniers en avaient une idée fort juste avant cette "ère" récente).

Et il a mis en place une structure à trois niveaux qui lui permet désormais de protéger son marché local et de marquer des points sur le marché canadien et mondial.

Palais des congrès et centres de congrès

Le Québec dispose en 1985 d'une infrastructure plus développée que celle de l'Ontario afin d'attirer les congrès, à une seule exception près. La ville de Toronto dispose de deux "palais" des congrès presque en bonne et due forme, tandis que Montréal ne dispose que d'une structure de ce type; des emplacements tels la Place Bonaventure, le Reine Elizabeth, le Stade Olympique remplissent des fonctions connexes et spécifiques mais moins polyvalentes que le "Harbour Castel" à Toronto.



L'un des deux "palais" des congrès de Toronto: la concurrence est vive avec Montréal.

Le Palais des congrès de Montréal est la seule infrastructure "luxueuse" de niveau international accréditée auprès du réseau mondial des palais des congrès. Elle est d'ailleurs défendue à l'étranger, notamment aux États-Unis, par l'Office de tourisme et des congrès du Grand Montréal.

Le Palais répond à des exigences particulières de très grands congrès, puisqu'il peut accueillir jusqu'à 6000 visiteurs relativement confortablement, dans une seule salle. La structure hôtelière de Montréal est également développée et peut répondre sans problème à la demande de grands congrès de prestige en chambres de première qualité à proximité du Palais des congrès.

Au second rang, Québec peut aussi attirer une partie de la clientèle internationale des grands congrès avec un certain naturel.

Le jumelage de deux grands hôtels à proximité du Centre municipal des congrès permet à la Capitale d'accueillir confortablement des congrès de 2 000, 2 500 et même 3 000 visiteurs. Pour un nombre supérieur de congressiste, il faut monopoliser des lieux de réunion plus éloignés du centre-

ville, tels le Colisée ou des équipements de l'Université Laval.

Néanmoins, Québec étant une grande ville touristique, elle dispose de près de 4 000 chambres de qualité dans un rayon acceptable du centre-ville.

Mais le Québec possède aussi des infrastructures à Jonquière, Hull et dans certaines municipalités comme Trois-Rivières et Sherbrooke.

On sait que le Palais des congrès de Hull était dans une certaine mesure une réponse à l'implantation à Ottawa d'un centre de congrès largement payé par le Gouvernement canadien. Au même titre, le Palais des congrès de Vancouver sera défrayé entièrement par Ottawa, qui profite de "l'Expo 86" pour doter la ville de cette superbe infrastructure.

À Hull, le Palais des congrès réussit à boucler son budget avec un déficit d'opérations minime, voire insignifiant, comparative-ment à celui d'Ottawa... et en même temps, le Palais des congrès de Hull est plus occupé que celui d'Ottawa, et il recrute une certaine clientèle ontarienne et nationale.

À Jonquière, le Centre des congrès est une infrastructure miracle. Contre tous les avis, ce centre ajoute chaque année quatre, cinq, dix événements à sa liste, et voit ses retombées grossir à vue d'œil.

Par exemple, en 1986, à l'été, Jonquière accueillera entre 8 000 et 10 000 "Lions". Inutile de dire que c'est le Saguenay et le Lac Saint-Jean au complet qui se transformeront en une véritable jungle... puisque les "Lions" internationaux occuperont toutes les chambres disponibles dans la région, dans un rayon de 100 km, sans compter des tentes et des wagons de chemin de fer garés en "banlieue".

On ne peut négliger le fait que 8 000 ou 10 000 congressistes ne seraient jamais allés dans une région du Québec il y a 10 ans. Sans le zèle des animateurs de lieux tels que Jonquière, Rivière du Loup, Sherbrooke, on peut croire, même, que de tels congrès n'auraient pas été tenus au Québec.

Dans l'augmentation abrupte du nombre d'événements et de congrès tenus au Québec en 1985 et 1986, ainsi que dans la progression sensible de l'activité reliée aux congrès depuis 1984, on peut voir l'effet de la multiplication des infrastructures physiques d'accueil.

Mais il y a davantage. En développant son infrastructure, le Québec a aussi appris à développer son "expertise". Plus d'une douzaine de municipalité sont systématiquement engagées dans un lobbying actif auprès de centaines d'organismes et d'associations à l'échelle nationale et internationale.

Un professeur d'océanographie à Rimouski, un membre du club "Lions" à Jonquière, un professeur de français — langue seconde à Hull se sont tout récemment transformés en vendeurs aguerris pour aller arracher au sein d'organisations mondiales auxquelles ils appartiennent le privilège, hautement politique, d'amener "chez eux" un congrès international.

La pratique de la "politique du congrès" s'est développée, raffinée, et ce, largement grâce au stimulant que constituent de bonnes infrastructures physiques. Les Clubs d'Ambassadeurs ne se comptent plus.

Et de leur côté, les hôteliers ont commencé à pratiquer une politique expansionniste. Le dernier exemple en lice est celui des "monuments" de l'hôtellerie des Laurentides du Nord de Montréal, qui sont allés, par le biais d'un bureau de représentation commune à Toronto, capter un nouveau marché de 10 000 congressistes qui devraient dépenser au Québec de 3 à 4 millions \$.

Il se peut, donc, que les données statisti-

ques de 1983, qui servent encore assez souvent d'étalon à la mesure de l'activité de congrès au Québec ne donnent pas une idée juste d'un courant facilement décelable qui s'est épanoui en 1985 et qui se gonflera en 1986.

Car il se passe beaucoup de choses dans l'industrie des congrès au Québec. Le réseau d'infrastructures, sans être nécessairement terminé, est depuis moins de cinq ans convenable et diversifié. Et depuis deux ou trois ans seulement, la ressource "humaine", qui seule insuffle la vie à ce réseau, est bien rodée.

En misant sur l'amélioration rapide des infrastructures touristiques complémentaires — loisir, culture, développement qualitatif des tables régionales, modernisation du réseau d'hébergement traditionnel et des auberges, le Québec devrait commencer à récolter une part accrue du marché national et international des congrès.

Tableau 1
Retombées prévues de quelques centres et lieux de congrès importants au Québec en 1985/1986

	1985 en millions	1986 en millions
Palais des congrès de Montréal	80	87
Québec (Centre municipal des congrès)	55	64
Jonquière (Centre des congrès)	30	20
Hull (Palais des congrès)	10	8
Sherbrooke	9	8
Chicoutimi	8	7

* Chiffres communiqués à l'auteur en avril 1985
Prévisions de début d'année



L'un des deux hôtels à proximité du Centre municipal des Congrès de Québec: le Hilton International Québec.